

Au terme de l'assemblée générale ordinaire de l'Union des conseils des chargeurs africains à Ouagadougou

Giscard-Lilian Ogoula élu secrétaire général de l'institution

W.N.
Libreville/Gabon

NOTRE compatriote Giscard-Lilian Ogoula, attaché de direction au Conseil gabonais des chargeurs (CGC), a été élu jeudi dernier secrétaire général de l'Union des conseils des chargeurs africains, qui regroupe 19 pays. A l'issue du vote, il a battu le Congo-

lais Théo Yama Yama Mukwa, cadre à l'Office de gestion du fret multimodal de la République démocratique du Congo, par 11 voix contre 7. A travers le promu, le Gabon se met dans une position qui l'amène à coordonner et animer les politiques en matière de défense des intérêts des chargeurs, à faciliter les échanges commerciaux et promouvoir la desserte des



Photo : D.R

pays de l'Afrique de l'ouest et du centre. (Nous y reviendrons).

Le nouveau SG de l'UCCA, Giscard-Lilian Ogoula, ici en compagnie de Liliane Ngari, DG du Conseil gabonais des chargeurs, à l'issue de l'élection.

Brèves

Ghana/Le chef de l'Etat confirme son intention de ne plus avoir recours à l'assistance du FMI

A l'occasion de son deuxième discours sur l'état de la Nation, prononcé ce jeudi devant le Parlement, le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, a confirmé son intention de ne plus avoir recours à l'assistance du Fonds monétaire international (FMI), au terme de l'actuel programme économique et financier triennal appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC).

« Je suis ravi d'annoncer que le programme appuyé par la facilité élargie de crédit qui a débuté en 2015 et qui est soutenu par le FMI, prendra fin cette année », a-t-il déclaré. Ajoutant: « la performance macroéconomique relativement bonne en 2017 soutiendra fortement la réussite de ce programme ».

Tunisie/ Le pays veut porter ses échanges avec l'Afrique à 10%, à l'horizon 2020

L'Etat tunisien va augmenter le volume de ses échanges avec les pays africains à 10% d'ici à 2020. C'est ce qu'a annoncé le président du Conseil d'affaires tuniso-africain, Jaloul Ayed, lors du forum Tunisie-Afrique pour l'investissement et le commerce qui s'est déroulé à Tunis, les 6 et 7 février derniers. Selon M. Ayed, les échanges entre la Tunisie et l'Afrique ne représentent que 2,4% du volume total actuel des échanges du pays. Cette situation s'explique par une difficulté d'accès au marché continental par les Petites et moyennes entreprises (PME), liée notamment au manque de financement et aux défaillances par rapport à l'élaboration des études du marché africain.

Maroc/ 86 000 emplois ont été générés par l'économie du pays en 2017

Selon le Haut-commissariat au plan (HCP), ce sont au total 86 000 emplois qui ont été créés par l'économie du pays en 2017. Ceci, à raison de 32 000 emplois en milieu urbain et 54 000 en milieu rural. En terme de genre, la répartition de ce volume d'emplois créés s'est opérée à raison de 55 000 emplois pour les hommes et 31 000 emplois pour les femmes. Par secteur, l'agriculture, forêt et pêche ont enregistré 42 000 créations d'emploi, dont 38 000 en milieu rural et 4 000 en milieu urbain. Le secteur des services revendique, pour sa part, une création nette de 26 000 postes. Ceci, à raison de 11 000 emplois en milieu urbain et 15 000 en milieu rural. Quant au secteur des BTP, il a vu la création de 11 000 nouveaux postes, dont 3 000 en milieu urbain et 8 000 en milieu rural.

Rassemblées par W.N.

Construction des infrastructures

Les travaux du pont de Booué à l'arrêt depuis deux mois

AEE
Booué/Gabon

LANCÉS il y a deux ans, les travaux de construction du pont sur l'Offoué, qui devrait relier Booué à Lastoursville, Franceville et Mounana, sont à l'arrêt. La société chinoise RB, maître d'œuvre, a plié bagages depuis deux mois. Les raisons évoquées seraient d'ordre financier, indique un employé de l'entreprise, pré-nommé Bruno, rencontré à quelques encablures du chantier.

Il raconte: « un bon matin à notre réveil, les Chinois nous ont dit qu'ils s'en allaient, parce qu'ils n'étaient plus dans les conditions qui leur permettent de poursuivre



Photo : Abel Eyeghe

Voilà l'état dans lequel l'entreprise chinoise a laissé le pont de Booué en construction.

les travaux. Ils nous ont fait savoir qu'il n'y avait plus d'argent. » Sur le site, seule une grue, posée sur un échafaudage, est visible à côté d'un pont en forme de squelette. Et quelques matériaux rangés dans un hangar. Sur le chantier abandonné, aucune présence humaine.

Une désolation de plus pour les populations qui, comme Bruno, ne cachent pourtant pas leur envie de voir ce projet aller à son terme: « Voyez vous même, le pont est construit à presque 70 %. Pourquoi ne pas régler ces petits détails qui empêchent la poursuite des travaux, afin que ce



Photo : Abel Eyeghe

L'ancien bac, qui servait à la traversée pour les habitants de Booué, est sur cales depuis trois ans.

pont soit intégralement livré, pour le bien des populations?», s'interroge notre interlocuteur. Avant de s'indigner en ces termes: « Aujourd'hui, nous sommes pénalisés pour pouvoir aller de l'autre côté de la rive. Le bac qui nous servait de traversée est sur cales depuis trois ans, suite

à une panne technique. Que devons-nous faire dans ce cas? » Une autorité locale nous a confié que si tout se passe comme prévu, la société RB devrait reprendre les travaux au courant ce mois de février. Des négociations étant en cours dans ce sens avec la partie gabonaise.

Concours national de plan d'affaires

Les formations des nominés ont débuté

W.N.
Libreville/Gabon

L'ESPACE PME de Libreville abrite depuis le début de la semaine, les formations des 180 nominés au Concours national de plan d'affaires (CNPA). Ainsi, les formations au business

model et business plan ont débuté le 5 février pour le premier groupe et le 7 février 2018 pour le second. A cet effet, les candidats ayant soumis une synthèse de projet, source de leur sélection, prennent part en ce moment aux formations sur la définition d'un modèle économique viable et la démarche de vérification

sur le terrain des hypothèses d'étude de marché et des propositions de valeur. Ce stage est recommandé aux 180 nominés du concours et s'étendra sur 7 jours, avec deux journées consacrées au terrain, et trois autres réservées au coaching individuel. Elle est animée par JA Gabon.

Ces formations à la fois pratiques et théoriques permettront aux candidats d'éprouver, de façon concrète, outre la viabilité de leur projet, celle également de leur entreprise. A l'issue de ces apprentissages, les candidats devront soumettre un business plan sur la base duquel 75 d'entre eux vont

être retenus pour passer un oral devant un jury d'experts sectoriels et de dirigeants d'entreprises. Ce jury déterminera les 35 lauréats qui, à partir du mois d'avril 2018, bénéficieront d'un financement pour leur projet et d'un accompagnement dans la réalisation de celui-ci.

Dans le cadre de l'Opération "Justice fiscale"

La Direction générale des Impôts convoque 104 entreprises

Willy NDONG
Libreville

Dans un communiqué paru hier dans nos colonnes, la Direction générale des Impôts convoque, du lundi 12 au vendredi 16 février 2018, 104 entreprises à qui l'Etat a concédé des exonérations, des dispenses, des abattements et autres réductions d'impôts. A la direction des Régimes spécifiques, ces sociétés devront justifier les investissements réalisés en compensation des différentes exonérations accordées.

SUITE aux instructions données récemment par le directeur de cabinet du président de la République, Brice Laccruche Alihanga, à la Direction générale des Impôts (DGI), de faire "l'inventaire" de toutes les exonérations fiscales accordées à certaines entreprises, et d'en vérifier la contrepartie, la DGI a décidé d'aller vite dans cette opération. Ainsi, son directeur général adjoint, Yannick Mokanda, a convié, hier vendredi 9 février 2018, 104 entreprises bénéficiaires de ces mesures exceptionnelles à se présenter au siège de la direction des Régimes



Photo : P.F/OI/OIMO

Le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Brice Laccruche Alihanga, a instruit les responsables de la DGI à lancer l'opération "Justice fiscale" pour avoir une idée précise des exonérations accordées aux entreprises et de leur impact.

spécifiques, du lundi 12 au vendredi 16 février 2018. Les responsables de ces entreprises (Sericom,

Forum du BTP, Gedd'Afrik Gabon, Matériaux plus de Masuku, Solimar, Cimaf, Entraco, Acciona, CFAO Technologies, EGCA, Kabi BTP, Socoba, Vamed, Sobe, la SNI...) devront être munis des documents justificatifs des avantages fiscaux de toute nature leur ayant été concédés (exonération, dispense, abattement, réduction d'impôts...) et des investissements réalisés en contrepartie. « Passé ce délai, les contribuables concernés qui ne se seraient pas présentés se verront retirer le bénéfice desdits avantages », précise le communiqué.